**Le Brésil de Bolsonaro ou la stratégie du chaos**

Frédéric Vandenberghe, professeur de sociologie à l’institut de philosophie et de sciences sociales à l’Université fédérale de Rio de Janeiro (IFCS-UFRJ) et Jaime Marques Pereira, professeur émérite d’économie à l’Université de Picardie Jules Verne/CRIISEA

Le Brésil, ancien fleuron de la démocratie sociale en Amérique latine, est devenu en peu de temps un Etat paria. Depuis son investiture comme président le premier janvier 2019, Jair Messias Bolsonaro met en œuvre son programme de liquidation de la Constitution de 1988 qui sanctionne le retour à la démocratie après plus de deux décennies de dictature militaire. L’ancien capitaine des forces armées n’a jamais caché son mépris de l’Etat de droit. Dès le départ, on savait qu’il essayerait de forcer le passage d’un populisme d’extrême droite à un autoritarisme qui mette hors-jeu les garde-fous des pouvoirs législatif et judiciaire au pouvoir exécutif. Personne n’imaginait, cependant, qu’il transformerait le Brésil en une fosse commune du Covid-19.

**Le fléau des milices**

Depuis février, Bolsonaro (sans parti politique) contrôle *de facto* les deux chambres du Congrès. Moyennant l’offre de prébendes (autour d’un demi-milliard d’euros) et de postes aux élus du “grand centre”, un regroupement interpartis réputé pour sa vénalité, il vise ainsi à se blinder contre l’ouverture d’un procès en destitution pour négationnisme historique (apologie de la dictature), écologique (destruction de l’Amazonie) et sanitaire (la promotion active du virus). Il peut faire avancer les projets théoconservateurs (enseignement à domicile, lutte contre la pédophilie, combat contre les dites “idéologies du genre” dans l’éducation nationale) réclamés par les églises évangélistes, et les réformes économiques néolibérales (privatisations, réforme administrative, austérité) qui plaisent aux lobbies patronaux et bancaires et que met en œuvre son ministre des finances, Chicago Boy ayant fait ses premières armes au Chili sous Pinochet.

Il essaie aussi de faire passer par décret l’armement de la population et le renforcement de la légitime défense des policiers en cas d’homicide. Ces deux mesures bénéficient par ailleurs à la police militaire ainsi qu’au personnel de l’armée, impliqué dans les opérations spéciales que le gouvernement fédéral a lancées contre les trafiquants de drogue, notamment à Rio de Janeiro. De façon récurrente, il en résulte le décès d’innombrables civils, plus généralement noirs et pauvres, y compris nombre d’enfants, tués par des balles égarées. En cas de bavures trop médiatisées, les responsables sont jugés par des tribunaux militaires. Cette évolution s’est doublée du développement des milices paramilitaires qui gangrènent les quartiers populaires des grandes villes du Brésil. Formées par des militaires, des policiers et des pompiers délinquants, les milices constituent un pouvoir parallèle. Véritables mafias, elles pratiquent le racket, disputent le pouvoir avec les narcotrafiquants et s’infiltrent dans la politique. Ayant pour origine les escadrons de la mort des sous-sols de la dictature, les milices ont désormais leurs entrées aux plus hauts niveaux de la politique.[[1]](#footnote-1) Encouragées par le nouveau pouvoir, elles contrôlent déjà presque 60 % des territoires de la ville de Rio de Janeiro.[[2]](#footnote-2)

Cependant, l’approbation du Président finit par s’éroder sérieusement avec la perte de contrôle dramatique pendant la seconde vague de l’épidémie qui déferle sur le pays depuis le Carnaval, annulé par ailleurs. Dans ce contexte, sous l’intimation de la Cour Suprême, vient d’être instaurée une commission parlementaire d’enquête sur la gestion du Covid-19 (que certains appellent déjà commission d’investigation du génocide). La marge de manœuvre de Bolsonaro risque de se restreindre de façon significative. La succession de crises (écologique, économique, militaire, institutionnelle) et l’accumulation d’attaques contre la démocratie, de crime sanitaire et d’entorses budgétaires ont, peu à peu, changé la corrélation de forces. Le président est devenu toxique. La probabilité qu’il ne termine pas son mandat s’accroit de jour en jour.

A long terme, le président n’a qu’un but : abolir la Constitution. A moyen terme, il veut gagner, coûte que coûte, les élections présidentielles de 2022. A court terme, il doit échapper à la destitution, au premier chef pour protéger sa famille. En effet, s’il perd le pouvoir, sa famille perd sa protection. Mais la réciproque est également vraie. Si elle perd sa protection, il tombe. Bolsonaro a quatre fils et une fille - résultat d’un “coup de faiblesse”, s’est-il permis de proclamer pour faire preuve de son machisme revendiqué. Ses trois fils aînés sont actifs dans les milieux d’extrême droite et suivent chacun leur propre carrière politique. Sans être membres du gouvernement, ils aident leur père – activement et à grand bruit - dans l’articulation d’appuis à la politique gouvernementale et l’indication de noms pour les postes les plus importants de l’Etat. Flavio, dénommé 01 par son père, est sénateur. Accusé de recevoir des rétro-commissions contre l’emploi de fonctionnaires fantômes au Sénat, il se retrouve ainsi au centre d’un scandale de corruption. Il doit aussi répondre devant la justice de liens avérés avec les milices de Rio de Janeiro qui ont assassiné la députée Marielle Franco en 2018. Carlos, dénommé 02, est conseiller municipal de la ville de Rio de Janeiro. Il est par ailleurs un membre-clé d’un “Cabinet de la haine” qui anime les milices digitales attaquant les ennemis de Bolsonaro de l’intérieur du palais présidentiel. Quant à Eduardo, 03, il est député fédéral. Il intègre la commission des Affaires étrangères et joue un rôle significatif dans la diplomatie par ses liens avec les gouvernements populistes (Etats-Unis sous Trump, Israël, Hongrie, Pologne) et les mouvements d’extrême-droite. Ses quatre fils sont impliqués dans des procès de corruption. Pour les protéger, le président noyaute les instances gouvernementales (le parquet, le fisc), y compris les appareils de répression (la police fédérale, les services secrets).

Il essaie par ailleurs de contrôler les forces armées. Alors même qu’il avait été expulsé de l’armée pour indiscipline (il avait organisé une revendication de hausse des salaires et même planifié un attentat à la bombe), l’ancien capitaine n’a de cesse de cultiver ses relations avec les militaires. Tout au long des trois décennies de sa carrière de sénateur, il a fait office de syndicaliste des forces armées et s’est affiché sans relâche comme défenseur d’une politique sécuritaire musclée. Plus récemment, il a tiré profit de la tension entre les forces armées et la gauche à la suite de l’instauration par l’ex-présidente Dilma Rousseff d’une “Commission Nationale de la Vérité” visant un réexamen des crimes commis pendant la dictature.

Sous la présidence de Bolsonaro, cette politisation des militaires se métamorphose en une militarisation de la politique. Dans une version d’extrême-droite, le Bolsonarisme rappelle en cela le Chavisme du Venezuela. En promouvant la participation au gouvernement de militaires haut-gradés (10 ministres sur 21), à la haute administration (plus de 6000 fonctionnaires) et à la gestion du secteur public (un tiers des directeurs d’entreprises d‘Etat), le capitaine de réserve mine la démocratie de l’intérieur et compromet ainsi les forces armées.[[3]](#footnote-3) Les conséquences de ce fait sont d’autant plus graves que le Général Mourão, vice-président de la République, a mis sous la coupe de l’Armée les politiques publiques pour l’ensemble de l’Amazonie (en tant que président de leur organe de coordination). L’institution militaire se retrouve ainsi compromise dans l’écocide en Amazonie, tout comme le Général Pazuello, l’ancien ministre de la santé, est tenu responsable du “populicide” lié à la propagation du Covid-19 au Brésil.

Le poids de l’armée est devenu tel que la presse s’interrogeait ouvertement jusqu’il y a peu sur l’éventualité d’un coup d’Etat militaire en préparation. D’aucuns spéculaient qu’il avait en fait déjà eu lieu, sans chars ni soldats dans les rues.[[4]](#footnote-4) Néanmoins, lorsque le président a insinué à la fin du mois de mars qu’il aurait pu mobiliser “son armée” pour empêcher le confinement imposé contre sa volonté dans certains états et municipalités du pays, pour la première fois, ses dirigeants ont pris leurs distances vis-à-vis du président. Le ministre de la Défense avait soutenu l’année passée les manifestations contre la démocratie qui demandaient, avec le soutien de Bolsonaro, la fermeture du Congrès et de la Cour suprême, donc un auto-coup d’Etat. A présent, ce même ministre vient de refuser ouvertement de “transformer une institution d’Etat en une institution du gouvernement”. Il a été limogé aussitôt par le président, ce qui a provoqué une crise militaire d’envergure, les commandants des trois composantes de l’armée ayant remis leur démission collective.

Bolsonaro ne peut donc plus compter sur les forces armées pour faire son coup d’Etat. On peut craindre qu’il fomente une insurrection de la police militaire. Cette dernière est aux ordres des gouverneurs des états de la fédération et il se poserait ainsi en défenseur de l’économie contre ceux qui instaurent un confinement. S’il ne peut pas compter sur la police militaire, il lui reste encore la possibilité d’inciter les milices et son “armée digitale” de partisans à envahir le Parlement, le poussant dans la foulée à fermer la Cour suprême. Depuis que l’ex-président Luiz Inácio Lula da Silva a recouvert ses droits politiques et que les sondages indiquent qu’il est capable de battre Bolsonaro aux élections présidentielles de l’année prochaine, le scénario pour 2022 semble tracé. Bien avant l’invasion du Capitole à Washington, Bolsonaro avait déjà mis en question la fiabilité des urnes électroniques. S’il devait gagner les élections, il faut craindre qu’il abroge la démocratie et s’il devait les perdre, il faut le craindre plus encore. Sous la menace d’une telle catastrophe annoncée, la procédure de destitution parlementaire apparaît comme seule échappatoire. Avec plus de 100 demandes d’*impeachment*, les motifs ne manquent pas. Mais ces demandes introduites à la Chambre des députés ne peuvent être prises en considération qu’avec le blanc-seing de son président, Arthur Lira. Elu grâce au soutien que Bolsonaro lui a concédé en espérant ainsi se prémunir de la destitution, celui-ci est un député issu du “grand centre” et est l’objet d’un procès pour accusations de corruption, formation d’une organisation criminelle et violence contre son épouse. Son pouvoir d’ouvrir ou non une procédure de destitution du président de la République lui confère néanmoins une position de force pour négocier des postes et autres prébendes. Bolsonaro croit contrôler le Congrès en s’alliant aux partis conservateurs du “grand centre” mais il semble bien qu’il se retrouve désormais sous leur contrôle. Leur opportunisme notoire laisse peu de doute qu’ils sauront retirer leurs billes du jeu quand il le faut.

# Gestion “génocidaire” de la crise sanitaire

Les politiciens véreux du centre qui conditionnent leur soutien au gouvernement aux bénéfices qu’ils comptent en tirer, les militaires qui ont bien trop longtemps cautionné un gouvernement qui menace ouvertement l’ordre institutionnel, les porte-voix des marchés qui encouragent la politique ultralibérale d’austérité en pleine pandémie, les pasteurs évangélistes qui se disent “prêts à mourir” pour maintenir les temples ouverts et les vingt pour cent de la population endurcie qui continue à appuyer le président envers et contre tout sont autant de complices d’un effondrement programmé du Brésil. Mais, il semble désormais hors de doute que Bolsonaro ne puisse échapper aux effets d’une gestion catastrophique de la crise sanitaire.

Inversement proportionnelle au nombre de morts du Covid-19, sa popularité est en chute. Malgré le soutien inconditionnel de 15% des électeurs les plus fanatiques, sa cote de confiance pourrait bien baisser de 30% à 20%. Lâché par les militaires, la presse, les élites économiques et une bonne partie des électeurs qui avaient voté pour lui, le président est de plus en plus isolé. Imprévisible et irascible, il en devient d’autant plus dangereux, provoquant une crise après l’autre. L’irresponsabilité et l’improvisation dans l’exécution des politiques publiques ont pu occulter que l’installation du chaos est en fait le moyen le plus sûr pour saper les fondements de la république et concentrer, peu à peu, le pouvoir en sa seule personne. Le président ne gouverne pas à proprement parler: il se contente de placer des hommes (et trois femmes) “antisystèmes” à la tête de son gouvernement. Comme dans une mission kamikaze, les ministres de l’environnement, de la santé, de l’éducation, de la culture, des relations étrangères et des droits de l’homme détruisent de l’intérieur les institutions démocratiques et les politiques publiques. Tout en maintenant la façade de l’ordre constitutionnel, ils agissent comme des termites qui rongent les institutions de l’intérieur.

L’insistance sur la thèse que les institutions continuent à fonctionner normalement n’est guère rassurante : l’édifice peut s’écrouler à chaque instant. Ainsi, lorsque dans une réunion filmée de son gouvernement, Bolsonaro appelle à l’insurrection armée des citoyens contre la “dictature du confinement”, malgré la consternation et l’indignation générales, cela n’a pas déclenché l’ouverture d’un procès de destitution. Lorsqu’un général qu’il faut bien qualifier de putschiste, membre du noyau dur du gouvernement, menace ouvertement la Cour Suprême de “conséquences imprévisibles”, personne ne lui demande de démissionner. Contrevenant aux propositions du ministère public, Bolsonaro nomme un procureur-général qui agit comme son avocat personnel. Pour éliminer ses adversaires politiques, Bolsonaro fait pression sur la justice locale et la police fédérale qui accusent ainsi des gouverneurs de détournement de fonds destinés à l’achat de ventilateurs pour les hôpitaux. Lorsque l’ancien ministre Sérgio Moro démissionne parce que le président veut contrôler le parquet pour protéger sa famille, une enquête est, certes, ouverte, mais elle reste sans suite. Lorsque l’enquête judiciaire met en évidence un détournement systématique de fonds publics par son fils aîné, les services secrets sont activés pour faire une enquête sur le fisc qui a révélé les mouvements suspects de ses comptes bancaires. Lorsqu’un ex-milicien, homme de confiance de la famille Bolsonaro et opérateur du système de rétro-commissions mentionné ci-dessus, disparaît après sa dénonciation et qu’il est retrouvé dans une maison de l’avocat de longue date du président, il est certes envoyé en prison, mais aussitôt relâché. Quand un journaliste demande à Bolsonaro d’où viennent les 89000 réaux (13.200 euros) que cet homme a versés sur le compte en banque de sa femme, le président lui répond qu’il a envie de lui “défoncer la gueule”.

La glorification de la violence et la fascination de la mort sont la marque de Bolsonaro qui, rappelons-le, avait fait du geste de “pisto-doigt” (l’index et le pouce pointés tel un revolver) le signe de ralliement de sa campagne électorale. Se gardant bien de la moindre empathie avec les victimes du Covid-19, le président a outrancièrement politisé la pandémie. Dès le début, il a minimisé les risques du Covid-19 (une simple “grippette” à ses dires). En outre, il a saboté le confinement et la vaccination de façon systématique. Il a répété à maintes reprises qu’il ne se ferait pas vacciner. Il s’oppose mordicus à la vaccination obligatoire et proclame que le vaccin peut transformer le citoyen “en crocodile”. Devant une foule qui, comme lui-même, ne porte guère le masque, il affirme que “le meilleur vaccin est le virus lui-même, sans effets collatéraux”. Les morts passent par pertes et profits. Prenant acte de la démission de l’Etat, le gouvernement vient d’autoriser l’achat de vaccins par le secteur privé. Jusqu’à récemment, le ministre de la santé (qui vient d’être démissionné) recommandait officiellement la chloroquine et l’ivermectine comme “traitement précoce”, faisant fi de leur inefficacité scientifiquement prouvée. Si ce ministre, le troisième dans une série de quatre qui se sont succédés depuis le début de la pandémie, avait mis autant d’énergie pour passer commande de vaccins, d’oxygène et d’anesthésiants que l’armée en a déployé à produire de la chloroquine ou à manipuler les statistiques officielles, le Brésil ne dépasserait pas les 4000 morts par jour, comme c’est actuellement le cas.

Une analyse scientifique de plus de 3000 normes et décrets ayant trait à la pandémie au cours de l’année 2020 a conclu à l’existence d’une véritable stratégie intentionnelle de propagation du virus.[[5]](#footnote-5) La combinaison d’une campagne défaillante de vaccination et d’une contagion incontrôlée transforme le pays en un vivier des variants du Sars-Cov-2. Cette expérience *in vivo* constitue bel et bien une menace pour le reste du monde aux yeux de nombreux chercheurs.

Avec quatre variants actifs dans l’envolée d’une seconde vague, le pays est en passe de subir l’effondrement généralisé de son système hospitalier. L’effondrement observé dans la ville de Manaus en janvier, le second depuis le début de la pandémie, semble bien en avoir constitué le signe prémonitoire. Plusieurs villes du Brésil n’ont plus aucun lit en réanimation disponible. Les médecins sont forcés à faire le tri à l’entrée de l’hôpital entre les patients qui iront aux soins intensifs et les autres qui iront à la morgue. Il y a une pénurie d’oxygène. A défaut de sédatifs, les patients sont attachés de force à leur lit avant d’être entubés. Les victimes du Covid sont de plus en plus en plus jeunes. La moitié a désormais moins de 40 ans. Sans comorbidité, ils restent plus longtemps dans les services de réanimation. Les cercueils commencent à manquer cruellement. Les cimetières sont encombrés. A défaut d’un confinement dur, le Brésil va rapidement atteindre le demi-million de morts. Avec moins de 3 % de la population mondiale, le Brésil totalise déjà 10 % des victimes du Covid-19. Ces dernières semaines, ce chiffre est monté à 30 %. Presqu’un tiers des morts dans le monde est brésilien. Une comparaison statistique avec les autres pays du monde a établi que la probabilité de mourir du Covid-19 est 3 à 4 fois supérieure qu’ailleurs.[[6]](#footnote-6) Un correspondant de la prestigieuse revue médicale *The Lancet* en conclut qu’on peut imputer 75 % des 350.000 morts comptabilisés à Bolsonaro.[[7]](#footnote-7)

Le Tribunal Pénal International de la Haye devra en tenir compte dans l’examen des accusations de génocide des populations indigènes et de crime contre l’humanité pour écocide.

1. Dans un livre qui se lit comme un véritable polar, Bruno Paes Manso reconstruit l’histoire récente des milices en traçant les liens de trois figures qui relient directement le sous-monde du crime de Rio à la famille Bolsonaro. Cf. Paes Manso, B. (2020): *A república das milícias. Dos esquadrões da morte à era Bolsonaro*. São Paulo: Todavia. [↑](#footnote-ref-1)
2. “Milícias já dominam um quarto dos bairros do Rio de Janeiro, com quase 60% do território da cidade”, *El País Brasil*, 19 août 2021. https://brasil.elpais.com/brasil/2020-10-19/milicias-ja-dominam-um-quarto-dos-bairros-do-rio-de-janeiro-com-quase-60-do-territorio-da-cidade.html [↑](#footnote-ref-2)
3. Brandino, G. et Galf, R. “Entenda a militarização da gestão Bolsonaro e o que isso representa”, *Folha de São Paulo*, 1Mars 2021, A6. [↑](#footnote-ref-3)
4. Leirner, P. (2020): *O Brasil no espectro de uma guerra híbrida: Militares, operações psicológicas e política em uma perspectiva etnográfica*. São Paulo: Alameda. [↑](#footnote-ref-4)
5. Conectas, *Boletim Direitos na pandemia*, 2021, no 10. [↑](#footnote-ref-5)
6. #  Adamo Idoeta, P. “Risco de morrer de covid-19 no Brasil foi mais de 3 vezes maior que no resto do mundo em 2020, calcula economista”, BBC News Brasil, Février 3, 2021.

 [↑](#footnote-ref-6)
7. Hallal, P. “SOS Brazil: science under attack”, *The Lancet*, 397, p. 373-374, Janvier 30, 2021. [↑](#footnote-ref-7)